

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5027 - Mercredi 24 Décembre 2025 - Prix : 200 Fc

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Inscription des Zifafa à l'UNESCO

Co-portées par sept pays arabes dont les Comores, les Zifafa – cette procession festive qui accompagne le départ du marié vers la maison de la mariée – sont inscrites au Patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Au-delà d'une simple valorisation internationale, cette inscription constitue une fenêtre promotionnelle extraordinaire pour le pays, qui regorge d'atouts culturels, naturels et intellectuels à faire valoir à en croire Mohamed Bajrafil, ambassadeur des Comores auprès de l'Unesco.

Le Zifafa est déjà inscrit à l'UNESCO et je suis venu remettre le diplôme au président de la République. C'est une partie de notre histoire qui s'inscrit définitivement dans l'histoire globale du monde et qui, par conséquent, ne pourra pas disparaître », a déclaré Mohamed Bajrafil, ambassadeur des Comores auprès de l'UNESCO. Une reconnaissance internationale qui stimule la préservation culturelle, favorise le développement économique et touristique du pays, encourage le dialogue interculturel et mobilise une assistance internationale pour les éléments menacés. Le Zifafa s'inscrit précisément dans cette dynamique, en tant que pratique sociale et cérémonielle, profondément ancrée dans l'Anda na Mila, socle normatif et culturel de la société comorienne. « La particularité de cette inscription, ainsi que la difficulté d'y parvenir, montrent surtout que notre pays a réussi à se hisser à ce niveau ».

LIRE SUITE PAGE 3

02 Radjab 1447
Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Décembre 2025

Lever du soleil:
05h 40mn

Coucher du soleil:
18h 30mn

Fadjr :	04h 28mn
Dhouhr :	12h 09mn
Ansr :	15h 45mn
Maghrib:	18h 33mn
Incha:	19h 47mn





40 ANS DU GSFA

Les plus petits donnent le ton

Le Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid (GSFA) célèbre ses quarante ans. Pour l'occasion, des festivités sont prévues durant toute l'année scolaire. Samedi 22 décembre, ce sont les classes de Maternelle qui ont ouvert le bal avec un spectacle qui a rassemblé plus de 900 personnes au Retaj.

Dès 08h30 le samedi 22 décembre, du parking à la grande salle du Retaj, le bleu et le blanc -les couleurs de la tenue des élèves du GSFA- étaient à l'honneur. Ballons, fanions, drapeaux et autres éléments de décoration ornaient la place qui accueillait ce matin-là, élèves, parents et amis de cette école privée et réputée de la place.

« Pour célébrer ses 40 ans, le GSFA prévoit une série d'activités qui s'étaleront durant toute l'année

», a confié une responsable de l'école. « Dans cette optique, nous avons voulu démarrer avec les petits de la Maternelle, notre pépinière à talents, avec un spectacle aux allures d'anniversaire ». Et c'est pari réussi. Le spectacle « Maternelle : Premiers pas vers l'excellence », a rassemblé plus de 900 personnes. Les élèves de la maternelle, assistés par leurs maîtresses de classe, ont ému le public par leur prestation. « C'était émouvant. Je me suis revu en CP, à l'époque où l'école se trouvait à la Mission Catholique. Lors des fêtes de fin d'année, sur la scène dans la cour de l'école, vêtus de bleu et blanc, avec mes camarades de classe, nous chantions l'hymne national », a confié Hafsoit Abdourazak, ancienne élève et aujourd'hui parent d'élèves du GSFA.

Une fête rendue possible grâce aux efforts conjoints du personnel

enseignant, de la nouvelle équipe de la Coopérative scolaire, des élèves bénévoles, de l'Association des Parents d'élèves, des parents et de la Direction. « J'ai vécu cette fête comme un moment unique de partage avec mes enfants. Elle illustre parfaitement la continuité et l'excellence du GSFA, qui se transmet de génération en génération », a déclaré Moindziwa Youssouf, ancienne élève devenue parent. Un spectacle qui a émerveillé le public par son énergie et sa vivacité. Danses, chants, mini-sketchs et gâteau ont rythmé cette journée inoubliable pour les petits. Ce premier rendez-vous marque le début d'un cycle de plusieurs événements qui rythmeront l'année scolaire 2025-2026. L'établissement, fondé en 1986, entend ainsi célébrer ses 40 ans en valorisant ses valeurs fondatrices à savoir rigueur, inclusion et innova-



Le GSFA célèbre ses 40 ans

tion. « Cette célébration pour nos 40ans, incarne l'esprit historique du GSFA. On aperçoit nos anciens élèves s'épanouir, et c'est une immense fierté », a déclaré Issa Miradji, directeur de la Maternelle du GSFA.

Une initiative saluée par nombreux parents, qui voient dans cette démarche, un engagement concret pour le développement des élèves. Avec une entrée symbolique de 500 KMF, les fonds récoltés seront « intégralement consacrés à l'achat de

jeux éducatifs pour les classes de Maternelle », a tenu à souligner Naima Abdallah, maîtresse de la classe de Moyenne Section. « Le GSFA, c'est une histoire d'engagement et de transmission. Ces 40 ans seront l'occasion de rendre hommage à toutes celles et ceux qui ont contribué à son rayonnement », a conclu Issa Miradji.

Aticki Ahmed Ismael (stagiaire)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dr Rafsandjani voit son rêve contrarié

Six années de doctorat, un engagement sans faille et un rêve profondément ancré : enseigner à l'Université des Comores. Pourtant, malgré ses qualifications et sa détermination, Dr Mohamed Rafsandjani se heurte au silence de l'institution et à des obstacles administratifs persistants.

« J'avais un rêve, mon rêve ». Ce sont les mots de Mohamed Rafsandjani. Son rêve, dira-t-il, n'était pas de briller à l'étranger ni d'accumuler des titres prestigieux à Oxford ou à Assas, mais bien d'enseigner à la faculté de droit de Mvuni, une jeune institution encore fragile, à laquelle, il se sent intimement attaché.

Pour le juriste constitutionnaliste qu'il est, la simple perspective d'arriver un matin, de saluer ses collègues et de dispenser un cours devant des étudiants de l'UDC représentait l'aboutissement de sa vocation. « Peu importaient la modestie du salaire ou les difficultés matérielles. Transmettre le savoir et recevoir l'assentiment de mes étudiants valaient toutes les paies », explique-t-il.

Après sa soutenance, Mohamed Rafsandjani consacre toute son énergie à ce projet. En avril 2022, il prend contact avec l'administration de l'Université des Comores et soumet une candidature spontanée. Le retour est encourageant : deux entretiens à distance, des échanges constructifs et même la possibilité de proposer des

ajustements à la plaquette pédagogique. Pourtant, aucune réponse officielle ne lui parvient par la suite.

Entre-temps, une opportunité se présente à l'Université de Rouen, en France. Son choix demeure clair : sa priorité reste les Comores. « J'ai moi-même relancé l'administration comorienne, mais je n'ai jamais reçu la moindre réponse, pas même un accusé de réception », raconte-t-il. Contraint par les circonstances, il finit par accepter l'offre de Rouen, tout en décidant de rentrer définitivement aux Comores l'été suivant pour tenter à nouveau sa chance. Là encore, le même silence s'installe, malgré ses démarches répétées.

Ce mutisme institutionnel va bien au-delà d'un simple dysfonctionne-

ment administratif. « Ni officiellement ni officieusement, je n'ai reçu d'explication. Même lorsque certaines justifications m'ont été évoquées, elles étaient si confuses que je n'ai rien compris », confie-t-il. Selon lui, ce blocage dépasse largement son cas personnel. « Beaucoup de jeunes diplômés se heurtent à ce mur. Et même ceux qui parviennent à intégrer l'université ne bénéficient pas toujours d'un traitement à la hauteur de leurs qualifications. »

Il pointe du doigt une politisation excessive et un certain corporatisme qui pèseraient lourdement sur les mécanismes de recrutement et de valorisation des compétences. Malgré tout, Mohamed Rafsandjani refuse de renoncer à sa vocation. «

Enseigner et faire de la recherche font partie de mon identité. Je ne quémanderai pas une place et je ne ferai pas de courbettes. Je demande simplement que mon dossier soit examiné et qu'une réponse objective me soit donnée », affirme-t-il avec détermination.

L'histoire de Mohamed Rafsandjani illustre la tension persistante entre ambitions individuelles et contraintes institutionnelles. Elle rappelle qu'au-delà des diplômes et des rêves, contribuer au développement de son pays exige engagement, sacrifices et persévérance.

Mohamed Ali Nasra

MUSIQUE

Fahid le Bled'Art et Yax Leader dévoilent "HARI-HARI"

Très attendu par le public, Fahid le Bled'Art et Yax Leader ont enfin dévoilé "HARI-HARI", un EP commun produit par le label We Plan, disponible depuis le 12 décembre 2025. Annoncé par plusieurs teasers, le projet a été accueilli avec enthousiasme par les fans des deux artistes, impatients de découvrir cette collaboration. Avec "HARI-HARI", Fahid le Bled'Art et Yax Leader confirment leur place parmi les voix les plus écoutées de la nouvelle génération comorienne.

La musique comorienne tient désormais l'un de ses projets les plus sincères de ces dernières années. Fahid le Bled'Art et Yax Leader ont dévoilé le 12 décembre 2025, leur EP commun HARI-HARI, produit par le label We Plan. Plus qu'un sim-

ple EP, HARI-HARI est une plongée lucide dans les zones sensibles de l'amour. Les deux artistes y abordent frontalement les non-dits, les tensions, l'infidélité, la rupture et les cicatrices émotionnelles qui marquent les relations. Ici, pas de romantisme idéalisé : Fahid le Bled'Art et Yax Leader choisissent la vérité brute, parfois inconfortable, mais profondément humaine.

Si cet EP sonne aussi juste, c'est parce qu'il est le fruit d'une relation artistique construite sur la durée. Se définissant comme de véritables frères de musique, les deux artistes ont toujours travaillé dans une dynamique instinctive, loin des cadres rigides de production.

Yax Leader raconte que l'idée du projet s'est imposée presque naturellement en studio, à partir

des premiers morceaux comme « Djoro » et « Hadisi ». « Il suffisait que l'un commence une mélodie pour que l'autre la complète. Rien n'était forcé », a confié Fahid le Bled'Art, vainqueur de la première édition du concours Nyora.

Une alchimie évidente, nourrie par des sessions prolongées, sans pression ni contraintes de temps. « Nous faisions simplement ce que nous savons faire de mieux : de la musique. Nous étions toujours ensemble en studio, sans rendez-vous strict, reprenant là où nous nous étions arrêtés », ajoute Yax Leader. Chaque texte, chaque couplet a été construit à deux, autour d'un fil conducteur clair : raconter les réalités souvent tues des ruptures amoureuses.

Sur le plan musical, HARI-HARI séduit par sa richesse sonore. L'EP navigue avec finesse entre

sonorités traditionnelles comoriennes, R&B, afro-soul et influences contemporaines. Un équilibre maîtrisé qui permet au projet de conserver une forte identité locale tout en s'ouvrant à un public plus large, au-delà des frontières de l'archipel.

Il se compose de cinq titres, chacun explorant une facette différente de l'amour et de la rupture : « Djoro », une déclaration d'amour imparfaite mais sincère ; « Hadisi », une conversation tendue autour de la suspicion et de la confiance ; « Yani Tunde », évoque les doutes laissés par une relation passée ; « Yi Mbundja », en featuring avec Pedro Karim, montre un détachement assumé face à l'infidélité ; « Yenda », morceau poignant sur la douleur et la reconstruction après la trahison.

À travers HARI-HARI, les

chanteurs affirment leur volonté de participer au rayonnement de la musique comorienne. « Notre démarche s'inscrit dans la continuité du travail mené par nos aînés : faire exister les couleurs, les langues et les sonorités des Comores sur la scène internationale », explique Yax Leader.

Disponible depuis le 12 décembre 2025, HARI-HARI marque une étape importante dans le parcours des deux artistes. Une chose est certaine ; avec cet EP sincère et courageux, Fahid le Bled'Art et Yax Leader signent une œuvre qui ne laisse personne indifférent.

Hamdi Abdillahi Rahilie (Stagiaire)

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Inscription des Zifafa à l'UNESCO

Suite de la page 1

L'inscription des Zifafa au patrimoine culturel immatériel constitue ainsi une vitrine exceptionnelle pour le pays. Bien que les Comores regorgent d'atouts culturels, naturels et intellectuels, elles ne disposaient jusqu'ici que de peu de leviers internationaux capables d'attirer les touristes du monde entier. Désormais inscrites au PCI, les Zifafa ouvrent la porte à des visiteurs curieux de découvrir cette procession extraordinairement colorée, rythmée de

chants et de danses, mêlant toutes les générations, vêtues de leurs plus beaux habits d'apparat, et conduisant — fait presque unique au monde — le marié chez son épouse pour y élire domicile à vie.

« L'inscription des Zifafa à l'UNESCO est avant tout une valorisation internationale, et c'est la plus importante. Elle nous permet également de porter un nouveau regard sur notre propre culture. Nous avons tendance à nous sous-estimer, alors que ce que nous faisons est extraordinaire. Cette inscription ouvre la voie à d'autres

candidatures, car nous avons énormément de choses à offrir », a-t-il affirmé.

L'inscription des Zifafa à l'UNESCO aura également un impact économico-financier majeur, les touristes apportant des devises, à condition que les Comoriens soient en mesure de répondre à leurs attentes. « À partir de maintenant, les touristes du monde entier vont davantage s'intéresser aux Comores à travers les Zifafa. C'est aux hôtels et aux acteurs du tourisme de le faire savoir. Une fois sur place, les visiteurs voudront comprendre et voir

ce que sont les Zifafa, désormais reconnues à l'échelle internationale. Ces informations peuvent figurer dans des guides touristiques et générer des retombées financières importantes pour le pays », a-t-il expliqué.

Mohamed Bajrafil a également souligné l'impact positif sur l'artisanat local : « L'inscription a mis en lumière les habits traditionnels portés lors des Zifafa, et ces tenues sont fabriquées localement. Les dragla, les bushti, les djoho et autres sont confectionnés sur place. Cela crée de l'emploi et de la main-d'œuvre. Des visiteurs viendront certainement pour les acheter ou simplement pour les découvrir, ce qui nécessitera une production accrue ».

Les Comores ont également introduit un dossier pour l'inscription des médinas comoriennes au patrimoine culturel matériel de l'UNESCO. À ce stade, toutes les étapes ont été franchies et une inscription est envisagée d'ici 2026. Si cela se concrétise, il s'agira d'un moment historique pour les Comores.

NAY

PÈLERINAGE 2026

Un package légèrement revu à la baisse

L'Agence nationale du Hadj et de la Oumra (ANHO) a présenté dans l'après-midi du lundi 22 décembre, les grandes lignes de l'organisation du pèlerinage 2026. À l'issue d'une conférence de presse tenue dans ses locaux, les responsables ont annoncé un package revu à la baisse par rapport aux années précédentes, tout en mettant en avant une amélioration notable des prestations et un dispositif sanitaire renforcé. Les dates, les coûts et les conditions du Hadj sont officiellement arrêtés.

La direction générale de l'ANHO a fait le point sur les préparatifs du pèlerinage 2026, en présence du directeur général de l'agence, du directeur de cabinet du chef de l'État chargé de la Défense, Youssoufa Mohamed Ali, ainsi que du chef du « Pôle Religion » au Secrétariat général du gouvernement, le Dr Saïd Bourhane Abdallah.

Selon Youssoufa Mohamed Ali, cette rencontre visait à « annoncer officiellement le package du Hadj 2026, incluant les dates de départ et de retour, les prestations retenues ainsi que le coût global du pèlerinage ».

Il a souligné que « l'État prend désormais une part active dans l'organisation afin de garantir un Hadj mieux structuré, respectueux des délais et accessible à tous ».

Contrairement aux années précédentes, l'ANHO a signé directement plusieurs contrats stratégiques, notamment pour les hébergements à Médine et à La Mecque, le transport aérien ainsi que certains services annexes. « Nous avons pris ce Hadj en main pour en garantir le bon déroulement, sans laisser personne de côté », a affirmé le direc-

teur de cabinet.

Les départs des pèlerins comoriens sont programmés les 12 et 13 mai 2026, avec des retours prévus les 2 et 3 juin 2026. Pour le transport aérien, l'agence a conclu un partenariat avec Saudi Airlines, « une compagnie reconnue pour la qualité de ses prestations », en remplacement de Flynas.

Sur le plan de l'hébergement, plusieurs améliorations notables ont été annoncées. « À Médine comme à La Mecque, les sites sont désormais plus proches des mosquées

sacrées », a expliqué Youssoufa Mohamed Ali. À Mina, Arafat et Mouzdalifa, les prestations ont également été renforcées par rapport aux années précédentes. À Médine et à La Mecque, « les bâtiments disposent désormais de six ascenseurs au lieu de deux l'an dernier, afin de faciliter la mobilité des pèlerins », a-t-il précisé.

Le volet sanitaire constitue l'un des axes majeurs de cette édition. « Une unité médicale complète sera mise en place sur les sites d'hébergement, avec deux chambres, une salle de soins et une salle d'hospitalisation », a-t-il indiqué. Le directeur général de l'ANHO a par ailleurs appelé les pèlerins à effectuer systématiquement les consultations médicales préalables, « gratuites et obligatoires, afin d'éviter toute complication durant le séjour ».

Prenant la parole, le directeur général de l'ANHO a remercié le président Azali Assoumani pour « sa confiance et son accompagnement constant », ainsi que le directeur de cabinet pour « ses déplacements sur le terrain afin de vérifier personnellement les hôtels et les prestations ». Il a également salué l'engagement de Belou, « qui s'est

rendu cette année en Arabie saoudite pour inspecter les prestataires ».

Sur le plan financier, El Fatih Djamaalayl a annoncé une baisse du coût du Hadj 2026, fixé à 3 246 500 francs comoriens, contre 3 269 000 francs en 2024 et 3 463 000 francs en 2025. « Grâce aux efforts conjoints du chef de l'État, le prix a été revu à la baisse sans compromettre la qualité des prestations », a-t-il assuré.

Les inscriptions s'effectuent moyennant le versement d'une caution, tandis que le paiement intégral est prévu entre le 29 décembre 2025 et le 7 janvier 2026. Chaque pèlerin recevra « un reçu et un numéro d'identification », condition indispensable pour accomplir le pèlerinage.

Enfin, l'ANHO se félicite de figurer « parmi les dix premiers pays à avoir finalisé leurs contrats dans les délais », un critère essentiel pour bénéficier d'une prime de performance. Les responsables espèrent par ailleurs une augmentation du quota des pèlerins et assurent que, « le cas échéant, les négociations reprendront avec les prestataires afin d'adapter l'offre », a conclu Youssoufa Mohamed Ali.

Ibnou M Abdou



REBOISEMENT À NDZUANI

11 000 arbres prévus en trois mois

La campagne nationale de reboisement se poursuit avec une nouvelle étape importante à Ndzuani, où 11 000 arbres forestiers et fruitiers doivent être plantés en trois mois. Menée par le ministère de l'Environnement, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cette initiative vise à lutter contre la dégradation accélérée des écosystèmes et les effets du changement climatique.

À près son lancement officiel le 14 décembre à Mwali, la campagne a débuté ce dimanche à Anjouan, autour du lac Dzialandzé, classé site Ramsar et

plus grande réserve d'eau douce de l'île. Lors de cette première journée, 600 plants forestiers ont été mis en terre sur les rives du lac, un site stratégique pour la protection des ressources hydriques et de la biodiversité locale.

La mobilisation a rassemblé autorités administratives, services techniques, organisations environnementales et communautés riveraines, témoignant d'un engagement collectif pour la protection de l'environnement. Initialement prévue en octobre, la campagne a été reportée en raison du retard des pluies un rappel de la vulnérabilité croissante des initiatives environnementales face aux aléas climatiques. Au-delà de la

restauration des forêts, la campagne intègre également la plantation d'arbres fruitiers, conciliant enjeux écologiques et économiques. L'objectif est de restaurer les bassins versants, de lutter contre l'érosion, tout en offrant des sources de revenus complémentaires aux populations locales.

Une approche qui vise à renforcer la résilience des communautés tout en favorisant la biodiversité. Cependant, cet élan vert s'accompagne de certaines contradictions. À Bambao Mtsanga, l'abattage récent d'arbres pour installer des panneaux solaires a suscité inquiétude et incompréhension. Présenté comme une réponse à la crise énergétique chronique du pays,

ce projet a perturbé une économie locale largement agricole et relancé le débat sur la cohérence des politiques environnementales nationales.

D'un côté, l'option choisie par l'État peut s'expliquer : l'énergie solaire représente une alternative durable, moins coûteuse et moins polluante que les énergies fossiles, dans un contexte insulaire marqué par les importations énergétiques et les coupures récurrentes d'électricité.

Mais la critique reste fondée : la destruction de zones boisées va clairement à l'encontre du slogan officiel « un comorien, un arbre », censé promouvoir la reforestation à l'é-

chelle du pays. Ce paradoxe souligne un manque de planification intégrée et de concertation avec les communautés locales. La transition énergétique ne devrait pas compromettre les écosystèmes qu'elle aspire à protéger.

Ainsi, une question essentielle demeure : comment concilier réponse à la crise énergétique et préservation de l'environnement ? Sans une politique globale, cohérente et participative, les ambitions écologiques risquent de rester théoriques, éloignées des réalités du terrain et des besoins des populations.

Younes

AGRICULTURE

Lancement de nouvelles fermes agricoles

Dans le cadre du Projet FSRP-KM, Programme de résilience du système alimentaire aux Comores financé par la Banque mondiale, le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, Dr Daniel Ali Bandar, a effectué la semaine dernière, une visite de terrain dans la région de Mitsamihouli afin de constater l'état d'avancement des travaux des fermes agricoles en cours d'implantation.

Au total, 167 exploitations agricoles devront être progressivement mises en place sur l'ensemble du territoire national. Cette initiative vise à renforcer durablement la production nationale et à contribuer significativement à la souveraineté alimentaire du pays.

Portée par le gouvernement à travers le ministère de l'Agriculture, cette stratégie de développement des fermes agricoles ambitionne de promouvoir l'autosuffisance alimentaire tout en stimulant l'économie locale. Déjà opérationnel dans plusieurs régions, le programme encourage les agriculteurs à accroître leur production, avec à terme une orientation vers la transformation et l'exportation des produits agricoles.

À Mitsamihouli, dans les zones montagneuses des villages d'Ivoini,

Ouzio et Founga, le projet a déjà pris corps avec la création de trois fermes agricoles : une exploitation de trois hectares et deux autres d'un hectare chacune. Ces domaines agricoles, qui emploient plus de quarante personnes, ont entamé la mise en culture du manioc, une denrée fortement demandée sur le marché local.

La délégation ministérielle a été accueillie par Youssouf Ahamada M'madi, directeur du CRDE Cembenoï, qui a salué cette visite de terrain. Selon lui, le pays est en train de franchir un cap important, passant du concept d'autosuffisance alimentaire à celui de souveraineté alimentaire, avec l'ambition non seulement de produire, mais aussi de transformer et d'exporter. Il a également rappelé le fort potentiel de la région pour la culture du manioc. « Ce programme est très important pour notre pays, car il permet de créer des emplois et de dynamiser l'économie locale. Les résultats obtenus sont encourageants et nous sommes prêts à poursuivre nos efforts pour atteindre nos objectifs », a-t-il déclaré.

Dans le détail, trois fermes de manioc ont été implantées dans la région : une exploitation de trois hectares regroupant 20 bénéficiaires avec 30 000 boutures, et deux autres

d'un hectare chacune, bénéficiant à 10 exploitants par ferme. Au total, cinq hectares sont consacrés à la culture du manioc.

Le ministre, Dr Daniel Ali Bandar, s'est félicité de constater que plusieurs exploitations sont déjà en phase de mise en culture, tandis que d'autres poursuivent les travaux de plantation. Il a souligné que la préparation des sols a été correctement réalisée et que les semences sont disponibles. Selon lui, cette mission s'inscrit pleinement dans le cadre du suivi et de l'évaluation du programme. « Nous sommes très satisfaits de ce que nous avons observé aujourd'hui. Ce projet illustre ce que nous pouvons accomplir lorsque nous travaillons ensemble pour promouvoir le développement économique et améliorer les conditions de vie de nos concitoyens », a-t-il déclaré.

Toutefois, les agriculteurs ont fait part de certaines difficultés, notamment en matière d'accès à l'eau pour l'irrigation. Un défi que le gouvernement entend relever de manière plus soutenue à partir de 2026. Des actions concrètes sont déjà engagées dans la région, notamment en matière de mobilisation de l'eau et d'aménagement de pistes agricoles.

Parmi les bénéficiaires, une



Dr Daniel Ali Bandar sur le terrain.

jeune agricultrice a témoigné de l'impact social du programme.

Après avoir terminé ses études sans trouver d'emploi, elle a rejoint ses parents dans l'exploitation familiale. « Je suis heureuse de pouvoir contribuer à la production de notre ferme et de voir comment notre travail aide à nourrir notre communauté », a-t-elle confié avec fierté.

Avec la poursuite du programme, les autorités prévoient la création de nouveaux emplois et une stimulation accrue de l'économie locale.

Le ministre a rassuré les agriculteurs sur la question de la commercialisation. Selon lui, l'État anticipe déjà la valorisation des productions agricoles, notamment à travers leur transformation. Des mesures sont

également à l'étude pour faciliter l'exportation des produits.

« Nous sommes conscients que l'un des principaux défis reste l'accès aux marchés. Nous travaillerons à la mise en place de mécanismes permettant aux agriculteurs de bénéficier de débouchés stables et de meilleurs prix », a-t-il affirmé.

À cet effet, une usine de transformation, destinée notamment à la production de farine, devrait être aménagée d'ici 2026, garantissant ainsi des débouchés durables et fiables pour les producteurs locaux.

Hamdi Abdillahi Rahilie
(Stagiaire)



UNION DES COMORES Unité - solidarité - développement

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME CHARGÉ DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES



Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM

Passation des Marchés de Fournitures (Processus d'Appel d'Offres à une enveloppe)

Avis d'Appel d'Offres pour Fournitures De matériels roulants (Processus à Une Enveloppe)

Appel d'Offres No : 2025-07-AO. MOYENS-ROULANT-UGP-PRRC
Projet : PROJET REGIONNAL DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Acheteur : UNION DES COMORES

Pays : COMORES

Intitulé du Marché : Acquisitions des moyens roulants pour les UGP du projet PFSS et du Projet PRRC

Prêt/Crédit/don No : IDA-E4680

Émis le : 09 décembre 2025

1. L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le PRRC et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché Acquisitions des moyens roulants pour les UGP du projet PFSS et du Projet PRRC. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement par Paiement Direct, tel que défini dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de crédit documentaire.

2. Le PRRC sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du contrat

3. La passation du Marché sera Mise en Concurrence Nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Février 2025 », et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informa-

tions auprès de l'UGP PRRC Moroni, ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 08h00 à 16h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous et le document d'appel d'offres sera adressé par email.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante au plus tard le 09 janvier 2026 à 14h 00 mn. La soumission des offres par voie électronique est autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous le 09 janvier 2026 à 14h 00 mn

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre, pour un montant de 1 500 000 KMF

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

À l'attention de : M. SAMIL CHAKIRA

Coordonnateur National

Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com

Téléphone : +269 733 26 09

Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.

ENVIRONNEMENT

À Dzianladzé, l'engagement écologique s'enracine

Le lac Dzianladzé, joyau du patrimoine naturel de l'île d'Anjouan, a été le théâtre ce dimanche 21 décembre 2025, d'une importante mobilisation citoyenne en faveur de la protection de l'environnement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de reboisement 2025-2026, prévue jusqu'au 28 février, dont l'objectif est de restaurer les écosystèmes dégradés tout en renforçant la conscience écologique à l'échelle de l'Union des Comores.

La cérémonie s'est déroulée sous la conduite du ministre de l'Environnement, Abubacar Ben Mahamoud, en présence de la Représentante résidente adjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des services techniques régionaux, des forces de sécurité ainsi que de nombreuses associations engagées dans la protection de la nature. Assurant l'intérim à la tête de l'exécutif insulaire, Madame Abasse Daima, secrétaire générale du gouvernorat d'Anjouan, a rappelé que « la protection de l'environnement commence par des gestes simples, accessibles à tous, mais porteurs d'avenir ».

Dans son intervention, le ministre a insisté sur l'importance stratégique du site de Dzianladzé. « Il s'agit d'un espace naturel qu'il est

impératif de préserver. Cette dynamique locale s'inscrit dans une action nationale appelée à se déployer sur l'ensemble des îles », a-t-il déclaré. Il a également rappelé que le lac est classé site Ramsar et qu'il abrite plusieurs espèces endémiques, notamment des oiseaux rares. Situé au cœur du Parc national du Mont Ntringui, ce site à la fois naturel et culturel fait face à de fortes pressions écologiques, en particulier l'envasement. « La protection de Dzianladzé est une responsabilité partagée entre l'État, les communautés locales, les ONG et les associations », a-t-il souligné.

La mobilisation a également rassemblé des citoyens venus d'autres îles. Hassani Houmadi, participant originaire de Mwali, a estimé que « ce type d'action rappelle que les défis environnementaux dépassent les frontières insulaires et concernent l'ensemble de la nation ». De son côté, Saandia Moussa, venue de Ngazidja, a exprimé l'espoir que « cette initiative inspire durablement les jeunes à s'engager pour la protection de la nature ».

La cérémonie a également été marquée par la remise officielle des chèques aux cinq organisations communautaires de base d'Anjouan bénéficiaires du premier appel à projets du SGP-OP8/PNUD. À l'échelle nationale, 11 projets communautaires ont été approuvés par le comité de pilotage (5 à Anjouan, 2 à



Mohéli et 4 à la Grande Comore), pour un financement total de 420 000 USD, en appui aux initiatives locales de protection de l'environnement et de moyens de subsistance durables.

Pour rappel, la campagne nationale de reboisement 2025-2026, intitulée « Un Comorien, un arbre », a été officiellement lancée le 14 décembre à Mohéli, sous le Haut Patronage du Chef de l'État. Elle

ambitionne de lutter contre la déforestation, restaurer les écosystèmes, protéger la biodiversité, soutenir le développement local et favoriser l'implication active des communautés. Au total, 125 hectares doivent être reboisés à travers les trois îles, avec plus de 161 000 plants d'espèces indigènes, fruitières et stabilisatrices des sols.

Selon le plan de reboisement, le lac Dzianladzé et ses environs béné-

fieront à eux seuls de l'enrichissement de 44 hectares de forêts naturelles, comprenant notamment des espèces telles que Weinmannia comorensis, Tambourissa leptophylla, Nuxia pseudodentata, Ocotea comorensis et Khaya comorensis. Les forêts de basse altitude, les zones agricoles et les mangroves côtières figurent également parmi les zones prioritaires.

Mohamed Ali Nasra



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

COMORES PROJET D'APPROCHE GLOBALE DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE (COMPASS)

Appel d'Offres National pour Fournitures

Appel d'Offres No : 25_11/COMPASS/AON

Projet : Comores Projet d'Approche Globale de Renforcement du Système de Santé (COMPASS)

Acheteur : COMPASS

Pays : Union des Comores

Intitulé du Marché : Fourniture et livraison d'incinérateur pour la Gestion des Déchets hospitaliers avec Installation, Formation et Service Après-Vente.

Prêt/Crédit/don No : IDA-D5050/D7030/IDA-6470/IDA-67550

Emis le : le 17/12/2025

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le projet COMPASS, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché « Fourniture et livraison d'incinérateur pour la Gestion des Déchets hospitaliers avec Installation, Formation et Service Après-Vente »

1. Le projet COMPASS sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour : « Fourniture et livraison d'incinérateur pour la Gestion des Déchets hospitaliers avec Installation, Formation et Service Après-Vente »

2. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans l'édit Règlement.

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informa-

tions auprès de COMPASS à l'adresse mail : ugpcompass.passationdesmarches@gmail.com ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les jours et heures de bureau du lundi au jeudi de 08h00 à 17h00 et du vendredi de 08h00 à 12h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous : carreaux cassés-coulée, bâtiment en face de la CENI, Moroni

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante : COMPASS, carreaux cassés-coulée, Moroni au plus tard **le lundi 19 janvier 2026 à 14:00**.

6. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous COMPASS, carreaux cassés, coulée, bâtiment en face de la CENI, **Moroni le lundi 19 janvier 2026 à 14:00**.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre pour un montant de : **un million cinq cent mille francs comoriens (1 500 000 KMF)**

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est : **COMPASS, carreaux cassés, coulée, bâtiment en face de la CENI, Moroni.**

HANDBALL

Le Handball comorien au congrès de l'IHF au Caire

Du 19 au 22 décembre s'est tenu au Caire en Egypte, le congrès de la Fédération Internationale de Handball. La fédération comorienne y a été représentée au plus haut sommet par son Président Moustoifa Salim et le secrétaire général El-Hade Halifa. Cette participation démontre la volonté des dirigeants du handball comorien d'être présents lors des plus grands rendez-vous internationaux, essentiels pour tisser des nouvelles relations et favoriser le développement de la discipline. Très implanté aux Comores, à l'instar du basket 3x3, le handball représente un potentiel médaillable lors des prochains jeux des îles.

Le Président Moustoifa Salim et le Secrétaire Général El-hade Halifa représentent la Fédération Comorienne de Handball au Congrès de l'IHF, du 19 au 22 décembre au Caire » a annoncé le COSIC sur son site. Selon le COSIC, cette participation constitue une véritable opportunité pour le handball comorien de s'ouvrir davantage au monde extérieur.

« Une belle opportunité pour renforcer la visibilité du handball comorien, échanger avec la famille internationale du handball et ouvrir de nouvelles perspectives pour la



discipline aux Comores ». Les dirigeants comoriens du handball n'ont pas manqué l'occasion de multiplier les rencontres avec les acteurs majeurs du handball mondial.

Au-delà du congrès, le Caire a également accueilli l'élection d'un nouveau bureau exécutif au sein de l'IHF. Comme lors des six dernières élections, l'indéboulonnaible égyptien, Hassan Moustafa, a été réélu pour un septième mandat. « Elu pour la première fois à la tête de

l'instance en 2000, Hassan Moustafa repart pour un septième mandat » rapporte Sport.fr. Selon la même source, lors de ce scrutin, Moustafa a devancé l'Allemand Gerd Butzeck, le Slovène Franjo Bobinac et le Néerlandais Tjark de Lange, critiques de la gestion actuelle du handball mondial. Il a ainsi été réélu avec 73% des voix, bénéficiant notamment du soutien des fédérations africaines, souvent bénéficiaires des aides financières

distribuées par l'IHF.

Aux côtés de Moustafa, Philippe Bana, ancien DTN du Hand français et actuellement président de la Fédération Française de Handball prendra ses fonctions. La fédération comorienne qui a activement participé à cette élection, espère en tirer le maximum de bénéfices pour accroître son exposition au niveau international.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maëcha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
Stagiaires
 Hamdi Abdillahi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21 / 322 76 45



UNION DES COMORES Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

COMORES PROJET D'APPROCHE GLOBALE DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE (COMPASS)

Appel d'Offres National pour Fournitures

Appel d'Offres No : 25_12/COMPASS/AON

Projet : Comores Projet d'Approche Globale de Renforcement du Système de Santé (COMPASS)

Acheteur : COMPASS

Pays : Union des Comores

Intitulé du Marché : Fourniture et livraison d'un Camion-caisse 4x4 avec hayon élévateur et d'une Benne basculante, dans le cadre de la gestion des déchets hospitaliers du CHU El-Maarouf

Prêt/Crédit/don No : IDA-D5050/D7030/IDA-6470/IDA-67550

Emis le : le 17/12/2025

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le projet COMPASS, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché « Fourniture et livraison d'un Camion-caisse 4x4 avec hayon élévateur et d'une Benne basculante, dans le cadre de la gestion des déchets hospitaliers du CHU El-Maarouf »

1. Le projet COMPASS sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour : « Fourniture et livraison d'un Camion-caisse 4x4 avec hayon élévateur et d'une Benne basculante, dans le cadre de la gestion des déchets hospitaliers du CHU El-Maarouf »

2. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans l'édit Règlement.

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de COMPASS à l'adresse mail :

ugpcompass.passationdesmarches@gmail.com et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les jours et heures de bureau du **lundi au jeudi de 08h00 à 17h00 et du vendredi de 08 h00 à 12 h00** à l'adresse mentionnée ci-dessous : carreaux cassés-coulée, bâtiment en face de la CENI, Moroni

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante : COMPASS, carreaux cassés-coulée, Moroni au plus tard **le lundi 19 janvier 2026 à 16 :00**.

6. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous COMPASS, carreaux cassés, coulée, bâtiment en face de la CENI, Moroni **le lundi 19 janvier 2026 à 16 :00**.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre pour un montant de : **quatre cent mille francs comoriens (400 000 KMF)**

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :
COMPASS, carreaux cassés, coulée, bâtiment en face de la CENI, Moroni.

CAN 2025 STATISTIQUES

Une tendance favorable au Maroc avant le match

Si le football se joue sur le terrain, les passionnés du ballon rond savent avant tout qu'il est aussi une affaire de statistiques. Et l'ouverture de la 35e coupe d'Afrique des Nations n'échappe pas à la règle des chiffres. Sur ce terrain-là, les marocains prennent largement l'avantage face aux comoriens, qui sont quasi novices dans une compétition qui célébrera, dans deux ans, son soixante-dixième anniversaire. Pour illustrer cette dominance marocaine, avant le match d'ouverture de cette CAN, les deux sélections s'étaient affrontées à 4 reprises, et la Maroc l'a emporté à trois reprises, pour un match nul.

Si la sélection comorienne figure parmi les équipes les moins jeunes de cette CAN, avec une moyenne d'âge de 25 ans, elle demeure en revanche la moins expérimentée en termes de participation à cette compétition. Alors que les hommes de Stefano Cusin disputent leur deuxième coupe d'Afrique des Nations, le Maroc de Walid Regragui entame sa 20e participation au tournoi le plus prestigieux du continent africain avec à

son palmarès, un sacre continental en 1976.

Pour cette deuxième participation, les Comores héritent à nouveau du pays hôte, comme ce fut le cas lors de l'édition 2021 au Cameroun. « Leur seul match précédent contre un pays organisateur s'était soldé par une défaite 2-1, contre le Cameroun le 24 janvier 2022 en huitièmes de finale de l'édition 2021 », rappelle un document mis à la disposition des médias par la CAF.

Autre statistique favorable au Maroc, la quasi-invincibilité des pays hôtes lors des matches d'ouvertures depuis 15 éditions. « Les pays hôtes ou co-hôtes sont invaincus lors de leur match d'ouverture depuis les 15 dernières éditions », souligne la CAF. Mieux encore : « Les trois derniers pays organisateurs de la CAN ont tous remporté leur match d'ouverture : l'Égypte face au Zimbabwe 1-0 en 2019, le Cameroun contre le Burkina Faso 2-1 lors de l'édition 2021 et la Côte d'Ivoire contre la Guinée-Bissau 2-0 lors de l'édition 2023 ».

Historiquement, sur les 33 éditions où le pays hôte a disputé le match d'ouverture, seules 5 défaites

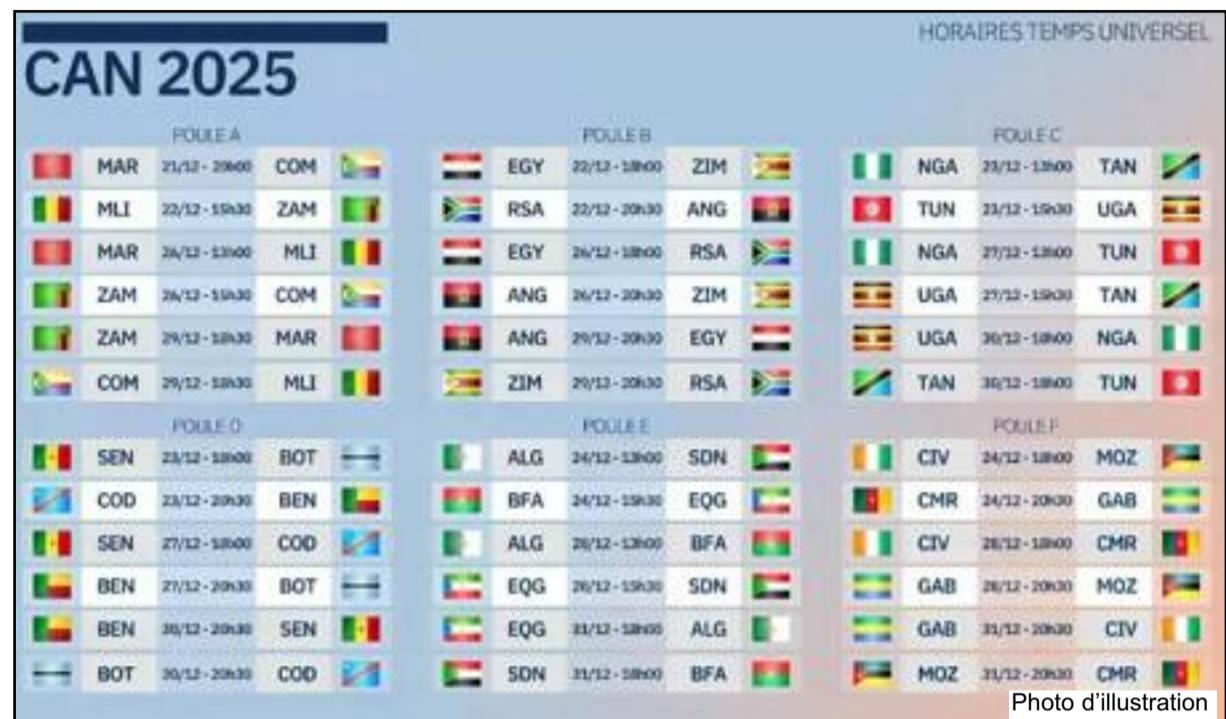


Photo d'illustration

sont à déplorer : le Soudan en 1957, l'Égypte en 1986, le Sénégal en 1992, la Tunisie en 1994 et le Burkina Faso en 1998, le cas le plus récent. »

Sur ses vingt participations à la CAN, le Maroc a disputé trois finales, pour une seule victoire en 1976. Les Lions de l'Atlas ont également terminé finalistes en 2024 et troisième

en 1980. Habitués aux matchs d'ouvertures, ils affichent un bilan de six victoires, neuf matchs nuls et 4 défaites lors de leurs dix-neuf précédentes rencontres inaugurales.

De leur côté, les Cœlacanthes n'ont jamais remporté de match d'ouverture, après leur défaite face au Gabon en 2021. Toutefois, les Comores restent l'une des quatre

nations insulaires du continent à s'être qualifiées pour une phase finale de la CAN aux côtés de Cap-Vert, de Madagascar et de Maurice. Elles demeurent à ce jour, le seul pays de l'Océan Indien à avoir participé à plus d'une édition de la coupe d'Afrique des Nations.

Imtiyaz



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME CHARGÉ DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES



Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM

(180171 – PRRC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL (AON)

Appel d'Offres No : 2025-41-AO-PFSS-PRRC

Projet : PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

Pays : UNION DES COMORES

Intitulé du Marché : Acquisition, installation et mise en service des Equipements informatiques pour le Projet PFSS

Emis le : 22 Décembre 2025

Date limite : Mercredi 21 Janvier à 14H00(heure locale de Moroni)

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de Banque Mondiale d'un montant de 5,4 millions de dollars USD pour financer le Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC), et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché Acquisition, installation et mise en service des Equipements informatiques pour le Projet PFSS.

2. L'Unité de Gestion de Projet (UGP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements indiqués ci-dessous :

N°	DESIGNATIONS	NOMBRE
S1	Kit de vidéoconférence	1
S2	Kit de vidéoconférence	1
S3	Serveurs pour le RSU, Gen9 High Performance - Xeon E7-8890V3 2.5 GHz pour assurer la sécurité du système d'information du projet	2
S4	Vidéoprojecteur	5
S5	Hébergement du serveur RSU	1
S6	Ordinateur Portable	2

2. La passation du Marché sera Mise en Concurrence Nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Février 2025 »,

et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'adresse indiquée ci-dessous et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures **de bureau de 08h à 16h00 (heure de Moroni)** à l'adresse mentionnée Ci-dessous.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en Français en formulant une demande écrite à l'adresse Ci-dessous.

5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard **le Mercredi 21 Janvier à 14H00 (heure locale de Moroni)** La soumission des offres par voie électronique « ne seront pas acceptées. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessous le **Mercredi 21 Janvier à 14H00 (heure locale de Moroni)**. Toutes les offres doivent comprendre **une Garantie de l'offre pour un montant de 720 000 KMF**

6. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est la suivante :

Monsieur SAMIL CHAKIRA

Coordonnateur

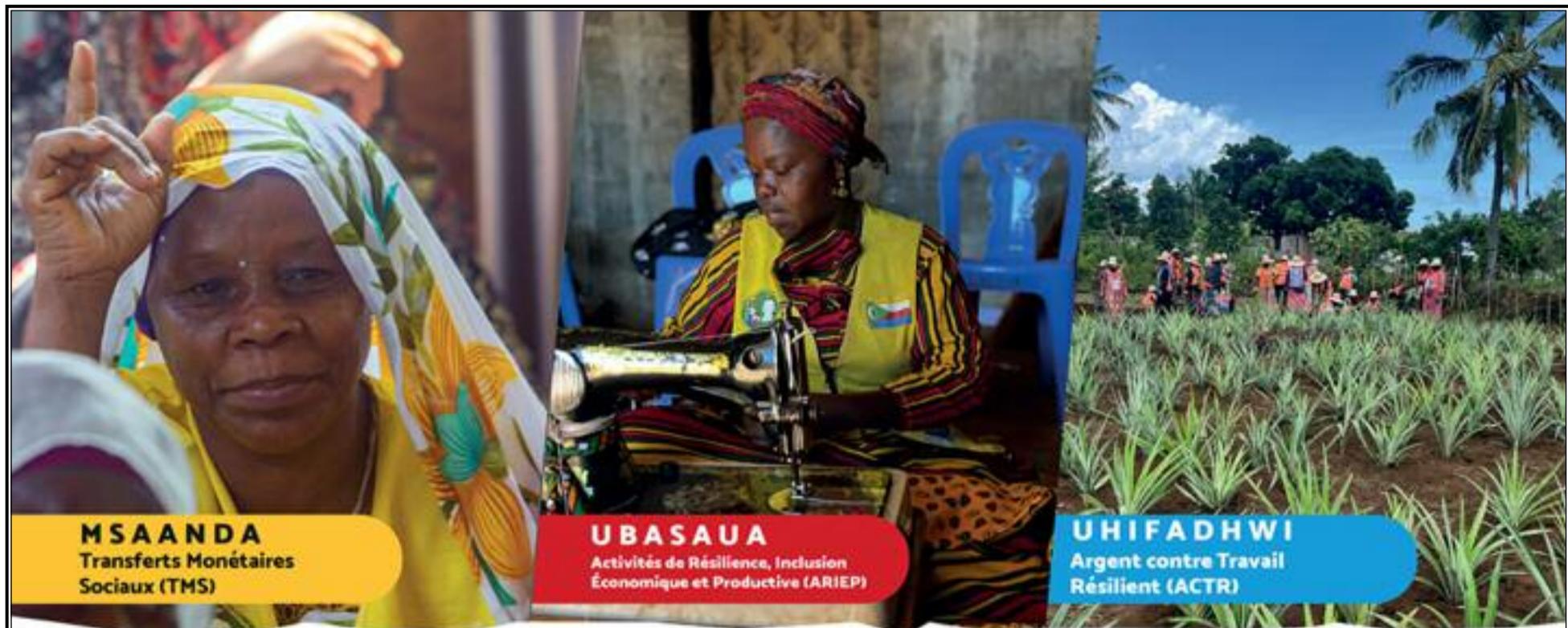
Projet Régional de Résilience Climatique-Comores (PRRC) ;

Enceinte de l'Union des Meck quartier ambassadeur,

Entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest,

Téléphone : + 269 733 26 09

Email : rcpcomores@gmail.com ; samil.chakira@outlook.com ;



AUTONOMISATION DES MÉNAGES VULNÉRABLES
CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES ET LES FEMMES
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE



LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Projet Mayendeleyo

Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC)

ET SI LA SOLIDARITÉ DEVENAIT UN MOTEUR D'ENTREPRENEURIAT ?

Aux Comores, des milliers de ménages accompagnés par le **Projet Mayendeleyo** transforment les défis du quotidien en véritables opportunités économiques.

Grâce aux formations dispensées, aux mesures d'accompagnement, aux programmes **Ubasaua** (Activités de Résilience et d'Inclusion Économique - ARIEP) et **Uhifadhwi** (Argent Contre Travail Résilient - ACTR), **19340 ménages vulnérables** dont **15 625 femmes** développent des **activités génératrices de revenus**. Ils accèdent ainsi à l'emploi tout en renforçant leur **résilience économique**, leur **autonomie** et leur **capital humain**.

Des femmes, des jeunes, des familles...

Tous avancent, innovent et bâissent leur indépendance, pas à pas.

Projet Mayendeleyo, un levier d'inclusion financière, d'autonomie et d'espérance pour chaque ménage vulnérable comorien.

#Mayendeleyo #ChaqueMénageVulnérable

Renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables affectés par les effets des crises multiples